

gouvernement canadien aux commissions mixtes avec un grand nombre de pays africains. Par ailleurs, l'Afrique fait de plus en plus connaître ses produits au Canada, par sa participation active aux travaux des commissions mixtes, par des programmes de missions, par l'organisation d'expositions et de foires, ainsi que par des visites d'industriels et de gens d'affaires — comme, récemment, celle d'une délégation de la Tunisie.

Le Canada exporte en Afrique des produits de toutes ses régions : des provinces de l'Atlantique, le bois et les produits de la pêche; du Québec, des services d'ingénierie et de gestion, de l'équipement de télécommunication, des hélicoptères et des avions; de l'Ontario, des locomotives; des Prairies, du blé et des céréales, du soufre, de l'équipement pour l'exploitation du pétrole et du gaz; de la Colombie-Britannique, sur la côte du Pacifique, du bois de construction. D'Afrique, nous importons surtout du pétrole, des produits agricoles — fruits, légumes, cacao, café, thé, etc. — et des produits miniers — phosphates, cobalt, cuivre, bauxite. L'Algérie, le Maroc, le Cameroun, la Tunisie, le Gabon con-

tinuent de figurer parmi nos principaux partenaires commerciaux en Afrique. Signalons l'arrivée chaque hiver des savoureuses clémentines du Maroc et des succulentes dattes *medjoul* et *déglét nour* de l'Algérie et de la Tunisie, qui font régulièrement leur apparition sur le marché canadien, au grand plaisir des consommateurs.

Le Canada dispose d'avantages appréciables en Afrique. Par son programme de remise de dettes, par son aide au développement et par sa participation aux sommets de la Francophonie et du Commonwealth, le Canada joue un rôle d'importance croissante en Afrique. Aux pays d'Afrique francophone, le Canada peut offrir, en français, l'accès à la technologie nord-américaine. ■

LE FORUM FRANCOPHONE DES AFFAIRES À MONTRÉAL

Le Forum francophone des affaires, créé à Québec à l'occasion du Sommet de la Francophonie de 1987 et

qui s'est tenu à nouveau à Dakar en 1989, dispose à présent d'un secrétariat permanent à Montréal, au Centre de commerce mondial.

Le gouvernement du Canada finance le fonctionnement du Forum. Son secrétariat international permanent met sur pied, pour les entreprises que le projet intéresse, une banque de données qui favorisera, dans les divers pays de la Francophonie, la création de groupes nationaux de gens d'affaires, constituant ainsi autant de lieux de rencontres favorables aux échanges économiques de toute nature.

De plus en plus, le développement commercial en Afrique, tant anglophone que francophone, passe par le partenariat industriel. Le Forum francophone des affaires, ainsi que les programmes de coopération industrielle de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ne sauront que favoriser à l'avenir cette forme de coopération commerciale. ■

L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN BREF

Le produit intérieur brut réel a accusé une baisse au deuxième trimestre de 1990, sa première depuis le quatrième trimestre de 1986. Ce repli a touché toutes les grandes composantes de la demande intérieure finale. Le budget de février 1990 prévoyait un ralentissement en 1990, sans exclure la possibilité d'un trimestre de croissance négative. Une telle décélération de la croissance était considérée comme indispensable à l'atténuation des fortes tensions inflationnistes sous-jacentes.

L'inflation des prix à la consommation a continué de ralentir pendant l'été, atteignant 4,1 p. 100 en août. Les pressions exercées sur les coûts persistent toutefois. Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de 6,6 p. 100 au second trimestre par rapport à la période correspondante de 1989.

Le ralentissement de la demande devait contribuer à réduire les pressions sous-jacentes exercées sur les coûts et favoriser l'apparition de conditions permettant aux taux d'intérêt de poursuivre la détente amorcée au printemps.

Une amélioration sensible de la balance commerciale a caractérisé le second trimestre, à la suite de fortes exportations de produits énergétiques, de machines et d'équipement, et de produits de l'industrie automobile. Néanmoins, le ralentissement de la production en 1990 s'est répercuté sur l'emploi, le taux du chômage ayant grimpé à 8,3 p. 100 au mois d'août.

Les taux d'intérêt ont poursuivi leur diminution graduelle, les taux à court terme fléchissant d'environ 150 centièmes depuis le printemps dernier. Malgré cette réduction, le dollar canadien a été assez fort pendant la majeure par-

tie du trimestre, atteignant son plus haut niveau en 12 ans vis-à-vis du dollar américain, soit 0,8858 au mois d'août, pour redescendre à 0,86 au mois de septembre; il est assez stable depuis. Le dollar canadien, tout comme celui des États-Unis, a fléchi vis-à-vis des principales devises des pays d'outre-mer tout au long de l'année. ■



Le ministre des Finances, M. Michael Wilson.